

Municipalité de Morin-Heights

PROVINCE DE QUÉBEC COMTÉ D'ARGENTEUIL MRC DES PAYS-D'EN-HAUT

PROCÈS-VERBAL

Procès-verbal de la séance régulière du Conseil municipal de Morin-Heights tenue à la salle du conseil, 567, chemin du Village, le mercredi, 12 août 2015, à laquelle sont présents:

Monsieur le conseiller Claude P. Lemire
Madame la conseillère Leigh MacLeod
Monsieur le conseiller Peter MacLaurin
Madame la conseillère Mona Wood
Monsieur le conseiller Jean-Pierre Dorais
Monsieur le conseiller Jean Dutil

formant quorum sous la présidence du maire Timothy Watchorn.

Le Directeur général, Yves Desmarais, est présent.

À 19h30, Monsieur le maire constate le quorum et le Conseil délibère sur les dossiers suivants.

160.08.15 ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Il est proposé par madame la conseillère Mona Wood
Et unanimement résolu par tous les conseillers:

Que le conseil adopte l'ordre du jour tel que présenté par le Directeur général avec les ajouts suivants:

ORDRE DU JOUR

- 1 Ouverture de la séance du Conseil
- 2 Adoption de l'ordre de jour
- 3 ADMINISTRATION**
- 3 1 1 Approbation des procès-verbaux
- 3 2 Finances**
- 3 2 1 Bordereau de dépenses
- 3 2 2 État des activités financières au 31 juillet 2015
- 3 2 3 État comparatif 2014-2015 au 31 juillet 2015
- 3 2 4 Emprunts temporaires
- 3 3 Correspondance**
- 3 5 **Résolution**
- 3 5 1 Assurances générales 2015-2016
- 3 5 2 Entente de service avec la Caisse Populaire des Pays-d'en-Haut
- 3 5 3 Entente de principe de la convention collective
- 3 5 4 MADA Partenariat communications
- 3 5 5 Basler entreprises – lot 3 208 688
- 3 5 6 Entente avec la Paroisse Notre-Dame-des-Monts
- 3 6 Règlement**
- 3 6 1 Certificats des règlements 525-2015 et 530-2015
- 3 6 2 Avis de motion – Règlement 532-2015 qui régie l'occupation du domaine public
- 3 6 3 Avis de motion – Règlement 533-2015 qui modifie le règlement 502-2013 relatif à la tarification des services municipaux
- 4 SÉCURITÉ PUBLIQUE**
- 4 1 1 Rapport mensuel du Directeur
- 4 1 2 Rapport d'activité de la Sûreté du Québec
- 4 3 Résolution**
- 4 3 1 Levée de fonds – Église St-Eugène – barrage routier
- 4 4 Réglementation**
- 4 4 1 Adoption règlement 531-2015 qui abroge le règlement 529-2015 concernant la prévention des incendies

Municipalité de Morin-Heights

5	TRAVAUX PUBLICS
5 1	Rapport mensuel du Directeur
5 2	Personnel
5 2 1	
5 3	Résolution
5 3 1	Contrat - sable abrasif
5 3 2	Contrat - sel abrasif
5 4	Règlementation
5 4 1	
6	ENVIRONNEMENT ET PARCS
6 1	Rapport mensuel du Directeur
6 3	Résolution
6 3 1	Programme de soutien aux installations sportives et récréatives – Chalet Bellevue
6 4	Règlementation
6 4 1	
7	URBANISME ET MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
7 1	Rapport mensuel du Directeur
7 1 2	Procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme
7 3	Résolution
7 3 1	Dérogation mineure - 30, rue Carver
7 3 2	Dérogation mineure - 780, chemin du Village
7 3 3	PIIA - 647, chemin du Village
7 3 4	Mandat - 201, rue Perry
7 3 5	Occupation de servitude - 37, rue des Elfes
8	LOISIRS ET SERVICES À LA COMMUNAUTÉ
8 1 1	Rapport mensuel de la Directrice
8 2	Personnel
8 2 1	
8 3	Résolution
8 3 1	PIQM – volet 5.1 – 27, rue Bellevue
9	AFFAIRES NOUVELLES
10	PÉRIODE DE QUESTIONS
11	LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

161.08.15 APPROBATION DES PROCÈS-VERBAUX

Le procès-verbal de la séance ordinaire du 8 juillet 2015 a été remis aux membres du conseil par le biais du fichier électronique de l'assemblée.

Il est proposé par monsieur le conseiller Peter MacLaurin
Et unanimement résolu par tous les conseillers:

Que le conseil adopte le procès-verbal de la séance ordinaire du 8 juillet 2015 avec la correction d'office de la résolution 86.04.15.

162.08.15 BORDEREAU DE DÉPENSES

La liste de comptes à payer et des comptes payés du mois de juillet 2015 a été remise aux membres du conseil par le biais de leur fichier d'assemblée électronique ainsi que la liste des dépenses autorisées durant le mois en vertu de la délégation de compétence, Règlement 351.

Monsieur le conseiller Claude P. Lemire a étudié les listes et répondu aux questions des membres du conseil.

Le conseil a étudié les listes et:

Il est proposé par monsieur le conseiller Claude P. Lemire
Et unanimement résolu par tous les conseillers:

Que le conseil approuve les comptes tels que détaillés dans les listes déposées.

Municipalité de Morin-Heights

Bordereau des dépenses du 1^{er} au 31 juillet 2015

Comptes à payer	298 422,84 \$
Comptes payés d'avance	221 607,08 \$
Total des achats fournisseurs	520 029 92 \$
Paiements directs bancaires	9 879,95 \$
Sous total - Achats et paiements directs	529 909,87 \$
Salaires nets	96 348,21 \$
Total des dépenses de juillet 2015	626 258,08 \$

Monsieur le maire et le Directeur général sont autorisés à faire les paiements.

Monsieur le maire Timothy Watchorn a dénoncé son lien d'emploi l'entreprise 9129-6558 Québec Inc. – connue sous l'appellation David Riddell Excavation / Transport et s'est retiré du lieu des délibérations et n'a pris aucunement part aux discussions sur le dossier concernant l'entreprise.

163.08.15 ÉTAT DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES AU 31 JUILLET 2015

Le Directeur général dépose au Conseil qui en a accusé réception, l'état des activités financières au 31 juillet 2015 incluant les activités d'investissements pour la même période.

164.08.15 ÉTAT COMPARATIF 2014-2015 AU 31 JUILLET

Le Directeur général dépose au Conseil qui en accuse réception, les états comparatifs 2014-2015 au 31 juillet 2015.

165.08.15 EMPRUNTS TEMPORAIRES

Considérant que les règlements d'emprunt ont été adoptés et approuvés par le ministère des affaires municipales et de l'organisation du territoire;

Règlement	Objet	Montant
517-2014	Municipalisation et mise à niveau du réseau d'eau potable MSSI	1 432 000 \$
521-2014	Travaux d'infrastructure 2015	500 000\$
522-2014	Travaux sur le réseau d'eau potable du Village	250 000 \$
526-2015	Travaux d'asphaltage rue Bob-Seale	171 900 \$
527-2015	Municipalisation et mise à niveau de la conduite d'eau portable de la rue Voce	80 800 \$

Considérant qu'en vertu de la loi la municipalité peut faire un emprunt temporaire jusqu'à concurrence de 90% du montant autorisé;

Il est proposé par monsieur le conseiller Claude P. Lemire
Et unanimement résolu par tous les conseillers :

Que ce Conseil autorise l'ouverture des marges de crédit à la Caisse Desjardins de la Vallée des Pays-d'en-Haut en vertu des règlements et autorise le maire et le directeur général à signer pour et au nom de la municipalité.

Municipalité de Morin-Heights

Règlement	Objet	Montant
517-2014	Municipalisation et mise à niveau du réseau d'eau potable MSSI	1 288 800 \$
521-2014	Travaux d'infrastructure 2015	450 000 \$
522-2014	Travaux sur le réseau d'eau potable du Village	225 000 \$
526-2015	Travaux d'asphaltage rue Bob-Seale	154 710 \$
527-2015	Municipalisation et mise à niveau de la conduite d'eau portable de la rue Voce	72 720 \$

BORDEREAU DE CORRESPONDANCE

Le Directeur général dépose le bordereau de correspondance pour le mois de juillet 2015. Le Conseil ayant pris connaissance des lettres reçues lors du comité plénier, le Directeur général donnera suite à la correspondance.

Correspondance reçue

Ass. régionale des trappeurs: demande de don
C. Marcotte: pickle ball
Réseau québécois de villes et villages en santé: assemblée générale annuelle
Coopérative de solidarité: avis de convocation
Ministre de la famille: MADA
Abrinord: État d'avancement des travaux
Hydro Québec: travaux en maîtrise de la végétation
RIDR: Liste des délégués
Tricentris: survie du bac bleu
Ass. des propriétaires du Domaine Balmoral: plainte au 155, Balmoral
Ass. des propriétaires du Domaine Balmoral: plainte au 172, Augusta
RIDR: procès-verbal de la réunion du 6 mai 2015
RIDR: procès-verbal de la réunion du 18 mars 2015
RIDR: déchets non conforme
D. Capes: niveau du lac
Trinity Anglican Church : demande de don
Tourisme Laurentides : rapport annuel et plan d'action 2015-2016
Municipalité de Lac-des-Seize-Iles : Résolution 2015.07.697
Ville d'Estérel : COOP Santé
Municipalité de Wentworth-Nord : COOP Santé
Ville de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson : COOP Santé
Ville de Saint-Sauveur : COOP Santé
RC Miller : déversements
Min. de la santé et des services sociaux : COOP Santé
Lalonde, Geraghty, Riendeau : offre de services
Ville de Sainte-Adèle : modification au plan d'urbanisme
Plein air PDH : présentation
Assemblée nationale : COOP Santé
Ministre de la famille : MADA
Centre intégré de santé : affiches sur la chaleur accablante
Min. de la sécurité publique : programme d'aide financière
Centre intégré de santé : Dépliant sur les punaises de lit
Min. de l'énergie : Programme Novoclimat
MTQ : travaux remplacement de joints
J. Angus : demande de fonds
L. Measures : plainte - SPCA
Desjardins entreprises : révision annuelle

Correspondance envoyée

RC Miller : déversement sur la voie publique
Ministre de la santé : COOP Santé
Construction Raymond : borne fontaine sèche
201, Perry : mise en demeure
Zemaitis, P. : avis de décès

Municipalité de Morin-Heights

166.08.15 ASSURANCE GÉNÉRALES 2015-2016

Considérant que la municipalité est membre de la Mutuelle des municipalités du Québec;

Considérant l'offre de renouvellement et le rapport comparatif déposés par le Directeur général;

Il est proposé par monsieur le conseiller Peter MacLaurin
Et unanimement résolu par tous les conseillers:

Que ce Conseil renouvelle le portefeuille d'assurances municipales au montant de 73 258 \$, taxes incluses, selon la proposition déposée par la MMQ.

Que le Directeur général soit autorisé à faire le paiement en conséquence.

167.08.15 ENTENTE DE SERVICE AVEC LA CAISSE POPULAIRE DES PAYS-D'EN-HAUT

Considérant l'offre de la Caisse populaire des Pays-d'en-Haut de renouveler l'entente de service bancaire sans modifications et reconduire la marge de crédit à 1 000 000 \$;

Il est proposé par monsieur le conseiller Jean-Pierre Dorais
Et unanimement résolu par tous les conseillers:

Que le Conseil accepte l'offre de renouvellement de l'entente de service avec la Caisse populaire Desjardins pour la prochaine année.

Que le maire et le Directeur général soient autorisés à signer pour et au nom de la Municipalité.

168.08.15 ENTENTE DE PRINCIPE DE LA CONVENTION COLLECTIVE

Considérant qu'une entente de principe à l'égard du renouvellement de la convention collective de travail est intervenue le 21 juillet entre la Municipalité et le syndicat SCFP, local 3950;

Considérant que le comité de négociation a déposé au Conseil la teneur de cette entente;

Il est proposé par monsieur le conseiller Claude P. Lemire
Et unanimement résolu par tous les conseillers :

Que ce Conseil approuve l'entente de convention collective 2015-2019 dont le projet daté du 29 juillet 2015 est joint à la présente.

Que le maire et le Directeur général soient autorisés à signer pour et au nom de la municipalité.

Que ce Conseil remercie les membres du comité de négociation patronale, messieurs les conseillers Claude Philippe Lemire et Jean Dutil et le Directeur général monsieur Yves Desmarais et souligne l'esprit de collaboration des représentants des employés de la municipalité.

Municipalité de Morin-Heights

169.08.15 PARTENARIAT DOSSIER MADA

Considérant que la Municipalité est une municipalité amie des aînés MADA ;

Considérant que la Table des aînés des Pays-d'en-Haut voit à la mise en œuvre du plan d'action 2015-2018;

Considérant l'une offre de partenariat pour la réalisation de certaines actions identifiées et adoptées par la Municipalité dans son plan d'action;

Il est proposé par monsieur le conseiller Claude P. Lemire
Et unanimement résolu par tous les conseillers :

Que ce Conseil accepte la proposition de partenariat visant à améliorer la diffusion de l'information de tous les services qui sont offerts aux aînés sur notre territoire et en conséquence, met à la disposition de la table des aînés, un espace dans l'info Morin-Heights pour une chronique dans chacun de ses bulletins, un espace dédié aux dépliants proposant des services aux aînés dans chacun des présentoirs de la municipalité.

170.08.15 BASLER ENTREPRISES – LOT 3 208 688

Considérant que M. George Basler de la firme Basler entreprises Inc. a décidé, par la voix de ses avocats, Lalonde, Geraghty, Lapierre, de recourir à une procédure de prescription pour récupérer une partie du lot 3 208 688, connu au plan et registre comme la rue Rockcliff qui est la propriété de la municipalité;

Considérant que la Municipalité entend protéger l'intégralité du patrimoine collectif;

Il est proposé par monsieur le conseiller Peter MacLaurin
Et unanimement résolu par tous les conseillers :

Que ce Conseil autorise le Directeur général à faire toutes choses nécessaires dans ce dossier afin de protéger les droits de la Municipalité et donne mandat en conséquence à Me Johanne Côté du bureau Prévost, Fortin, D'Aoust, de représenter la Municipalité dans ce dossier.

171.08.15 ENTENTE AVEC LA PAROISSE NOTRE-DAME-DES-MONTS

Considérant que la Municipalité a conclu une entente, ces dernières années, pour l'utilisation des salles de l'Église St- Eugène située au 148, chemin Watchorn et des patinoires municipales;

Considérant qu'il est à l'avantage des parties de reconduire l'entente pour une année jusqu'au 1^{er} septembre 2016;

Il est proposé par monsieur le conseiller Claude P. Lemire
Et unanimement résolu par les conseillers :

Que ce conseil reconduise l'entente intervenue l'an dernier avec la Fabrique de la Paroisse Notre-Dame-des-Monts, approuvée par la résolution 176.09.14;

Municipalité de Morin-Heights

Que ce conseil accepte l'augmentation proposée pour l'année 2015-2016 de 3 600 \$ pour l'usage des locaux de l'église et du terrain des patinoires.

Que ce Conseil accepte le loyer annuel de 40 800 \$ et autorise le Directeur général à signer ladite entente, faire le paiement mensuel et à faire toute chose nécessaire dans ce dossier.

172.08.15 CERTIFICATS DES RÈGLEMENTS 525-2015 ET 530-2015

Le Directeur général dépose au Conseil qui en accuse réception, les certificats de secrétaire-trésorier relatif aux registres établis en vertu des règlements 525-2015 qui décrète des travaux de rénovation au 27, rue Bellevue et 530-2015 pour l'asphaltage de la rue des Trois-Pierre, chainage 0 à 0+200.

Les deux règlements étant réputés approuvés par les personnes habiles à voter, le Directeur général informe le Conseil qu'il a transmis les demandes d'approbation au ministre des affaires municipales le 24, juillet dernier.

A.M.10.08.15 AVIS DE MOTION RÈGLEMENT 532-2015 QUI RÉGIE L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Avis de motion est donné par madame la conseillère Leigh MacLeod que le règlement 532-2015 qui régie l'occupation du domaine public sera déposé lors d'une prochaine séance.

A.M.11.08.15 AVIS DE MOTION RÈGLEMENT 533-2015 QUI MODIFIE LE RÈGLEMENT 502-2013 RELATIF À LA TARIFICATION DES SERVICES MUNICIPAUX

Avis de motion est donné par madame la conseillère Leigh MacLeod que le règlement 533-2015 qui modifie le règlement 502-2013 relatif à la tarification des services municipaux sera déposé lors d'une prochaine séance.

173.08.15 RAPPORT MENSUEL DU DIRECTEUR

Le Directeur général dépose au conseil qui en accuse réception du rapport mensuel pour le mois de juillet 2015 du Directeur du service de sécurité incendie, du bilan 2014 du schéma de couverture de risques en incendie et de la liste des dépenses autorisées durant le mois en vertu de la délégation de compétence, Règlement 351.

174.08.15 RAPPORT D'ACTIVITÉ DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

Le Directeur général dépose au conseil qui en accuse réception, le rapport d'activités de la Sûreté du Québec du mois de juillet 2015.

Municipalité de Morin-Heights

175.08.15 LEVÉE DE FONDS – ÉGLISE ST-EUGÈNE – BARRAGE ROUTIER

Considérant que la paroisse St-Eugene a initiée une levée de fonds pour la réfection de la toiture de l'église;

Il est proposé par madame la conseillère Leigh MacLeod
Et unanimement résolu par tous les conseillers :

Que ce Conseil autorise un barrage routier sur la rue Watchorn à l'intersection du chemin du Village, le 12 septembre.

Que la Paroisse doit aviser la Sûreté du Québec et le Ministère des transports de l'évènement.

176.08.15 ADOPTION DU RÈGLEMENT 531-2015 QUI ABROGE LE RÈGLEMENT 529-2015 CONCERNANT LA PRÉVENTION DES INCENDIES

Les membres du Conseil déclarent avoir reçu copie du règlement 48 heures avant l'assemblée du conseil et avoir lu le document, le Directeur général est dispensée d'en faire la lecture et ce dernier en donne les grandes lignes.

Il est proposé par madame la conseillère Leigh MacLeod
Et unanimement résolu par tous les conseillers:

Que le règlement 531-2015 soit adopté comme suit:

ADOPTION DU RÈGLEMENT 531-2015 QUI ABROGE LE RÈGLEMENT 529-2015 CONCERNANT LA PRÉVENTION DES INCENDIES

ATTENDU QU'en vertu du chapitre VIII de la Loi sur les compétences municipales L.R.Q.,c C-47.1, la municipalité peut adopter des règlements en matière de sécurité ;

ATTENDU QUE le Conseil de la MRC des Pays-d'en-Haut se déclare favorable à l'adoption par ses municipalités constituantes d'une réglementation uniformisée en ce qui a trait à la prévention des incendies pour l'ensemble du territoire de la MRC;

ATTENDU QUE l'avis de motion du présent règlement a été donné lors de la séance ordinaire du conseil tenue le 8 juillet 2015 par madame la conseillère Leigh MacLeod ;

QU'IL SOIT STATUÉ ET ORDONNÉ PAR LE PRÉSENT RÈGLEMENT CE QUI SUIT :

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

Municipalité de Morin-Heights

PARTIE 1

1.1 VALIDITÉ

- 1) Le Conseil adopte ce règlement dans son ensemble et également partie par partie, section par section, sous-section par sous-section, article par article, paragraphe par paragraphe, alinéa par alinéa, sous-alinéa par sous-alinéa, de manière à ce que, si une partie, une section, une sous-section, un article, un paragraphe, un alinéa ou un sous- alinéa de ce règlement était ou devait être un jour déclaré nul, toute autre disposition de ce règlement demeure en vigueur.

1.2 CHAMP D'APPLICATION

- 1) Ce règlement s'applique sur tout le territoire de la Municipalité et s'applique à tout immeuble ou partie d'immeuble ainsi qu'à toute aire libre ou partie d'aire libre, et abroge et remplace toutes dispositions concernant la prévention des incendies dont le règlement 474 et 529-2015.
- 2) L'abrogation d'un règlement ou d'une partie de règlement n'affecte pas les infractions commises, les peines encourues et les procédures intentées; les droits acquis peuvent être exercés, les infractions poursuivies, les peines imposées et les procédures continuées, nonobstant l'abrogation.
- 3) Sous réserve des modifications qui y sont apportées dans ce règlement, le *Code de sécurité du Québec, chapitre VIII – Bâtiment, et le Code national de prévention des incendies – Canada 2010 (modifié) (CNRC 55378F)*, publié par le Conseil national de recherches du Canada (ci-après appelé le : code) de même que ses mises à jour à la date d'adoption de ce règlement, ses annexes et les documents qui y sont cités et joint à ce règlement comme annexe I, font partie intégrante de ce règlement, à l'exception de la section II, des articles 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 354, 355, 361, 363, 365, 367, 368 et 369 de la section IV, du second alinéa de l'article 370 de la section V, de la section VI, de la section VII, de la section VIII et de la section IX de la division I du Code.

PARTIE 2

SECTION 2.1 GÉNÉRALITÉS

2.1.1. Obligations et responsabilités

Tout immeuble, tout terrain, toute aire libre, tout équipement doivent être conformes aux dispositions de ce règlement et être maintenus en bon état et utilisés sans compromettre de façon immédiate la vie des personnes ni causer de blessures graves.

2.1.2. Interprétation du texte

Les règles d'interprétation suivantes s'appliquent au présent règlement :

Municipalité de Morin-Heights

- 1) quel que soit le temps du verbe employé dans ce règlement, toute disposition est tenue pour être en vigueur à toutes les époques et dans toutes les circonstances;
- 2) le nombre singulier s'étend à plusieurs personnes ou à plusieurs choses de même espèce chaque fois que le contexte se prête à cette extension;
- 3) le genre masculin comprend le genre féminin à moins que le contexte n'indique le contraire;
- 4) l'autorisation de faire une chose comporte tous les pouvoirs nécessaires à cette fin;
- 5) tout renvoi à un article spécifié dans un recueil de normes faisant partie intégrante du présent règlement, sans mention du chapitre dont cet article fait partie, est un renvoi à un article spécifiquement contenu dans ce recueil et non à un article du présent règlement;
- 6) l'émission d'un permis, la vérification de plans et devis ou une inspection ne peuvent s'interpréter comme ayant pour effet de libérer une personne de son obligation d'exécuter ou de faire exécuter des travaux, de respecter des engagements pris et, généralement, de se conformer aux exigences du présent règlement et de toute autre réglementation applicable;
- 7) les tableaux, diagrammes, graphiques, symboles et autres formes d'expression que les textes proprement dits, contenus dans le présent règlement ou dans un recueil de normes faisant partie intégrante de ce règlement, en font partie intégrante. Cependant, en cas de contradiction entre un texte et une de ces autres formes d'expression, le texte prévaut.

2.1.3. Incompatibilité

- 1) En cas d'incompatibilité entre deux dispositions à l'intérieur du présent règlement ou dans ce règlement et un autre règlement, la disposition spécifique prévaut sur la disposition générale.
- 2) Lorsqu'une restriction ou une interdiction prescrite par le présent règlement ou l'une quelconque de ses dispositions se révèle incompatible ou en désaccord avec tout autre règlement ou avec une autre disposition du présent règlement, la disposition la plus restrictive ou prohibitive doit s'appliquer, à moins qu'il y ait indication contraire.

SECTION 2.2 DÉFINITIONS

2.2.1. Termes définis

2.2.1.1. La définition d'autorité compétente, prévue à l'article 1.4.1.2 de la division A du Code, est remplacée par la suivante :

Municipalité de Morin-Heights

Autorité compétente : le directeur du Service de sécurité incendie et ses représentants autorisés, sauf en ce qui a trait à l'acceptabilité des solutions de rechange prévues dans ce règlement, auquel cas seul le directeur du Service de sécurité incendie constitue seul l'autorité compétente.

2.2.1.2. L'article 1.4.1.2 de la division A du Code est également modifié en ajoutant les définitions suivantes :

Aire libre : la superficie non construite d'un terrain.

Chauffe-terrasse : appareils fonctionnant au combustible ou à l'électricité et destinés à chauffer les terrasses et aires extérieures et/ou à des fins décoratives.

CNPI Code national de prévention incendie canada 2010 (CNRC 53303F).

Code Code de sécurité du Québec, chapitre VIII – Bâtiment, et le Code national de prévention des incendies – Canada 2010 (modifié) (CNRC 55378F) auquel s'ajoutent les modifications apportées pour le Québec.

Directeur directeur du Service de sécurité incendie de la Municipalité

Évènement spécial : un évènement ponctuel se déroulant dans un bâtiment dont les infrastructures n'ont pas été conçues à cette fin ou tout évènement extérieur ponctuel tel : une exposition, une fermeture de rue, une fête champêtre avec ou sans installations, une foire commerciale avec ou sans installations, ou toute autre activité de ce genre.

Feu à ciel ouvert : un feu extérieur conforme aux dispositions de l'article 3.1.8. du présent règlement.

Immeuble : les fonds de terre, les bâtiments, les constructions et ouvrages à caractère permanent qui s'y trouvent, et tout ce qui en fait partie intégrante.

MRC : la municipalité régionale de comté (MRC) des Pays-d'en-Haut.

Occupant : toute personne physique ou morale qui occupe un immeuble à un autre titre que celui du propriétaire.

Permis : une autorisation délivrée par l'*autorité compétente* ou toute autre personne dont le mandat consiste à exercer un contrôle sur la réalisation de certains travaux ou activités; comprend, de façon non limitative, les certificats d'autorisation, les certificats de démolition, les permis pour les activités de brûlage et les feux d'artifice.

Prévention des incendies : expression s'appliquant à toute mesure visant à la sauvegarde de la vie de toute personne et à la protection de toute propriété, en éliminant ou réduisant les risques d'incendie ou de propagation d'incendie, en observant et maintenant les mesures de sécurité et de protection contre le feu, ainsi que de toutes autres mesures tendant à faciliter l'extinction des incendies et à diminuer les pertes matérielles causées par le feu.

Propriétaire : La personne physique ou morale qui correspond à un des paragraphes suivants:

Municipalité de Morin-Heights

- 1) La personne qui détient le droit de propriété, de copropriété ou de superficie sur un immeuble,
- 2) La personne qui possède un immeuble de façon paisible, continue, publique et non équivoque, tel que prévu à l'article 922 du *Code civil du Québec*, ou
- 3) La personne qui possède un immeuble à titre d'usufruitier, de grevé de substitution, d'emphytéote ou d'usager, ou, dans le cas où il s'agit d'une terre du domaine public, la personne qui l'occupe en vertu d'une promesse de vente, d'un permis d'occupation, d'un billet de location ou d'un bail de location.

Régie : la Régie du bâtiment du Québec.

Service de sécurité incendie : LE SERVICE DE SÉCURITÉ INCENDIE DE LA MUNICIPALITÉ DE MORIN-HEIGHTS

Service de police : Sûreté du Québec.

Municipalité : désigne la Municipalité de Morin-Heights

SECTION 2.3 DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

2.3.1. Conformité au CNPI

L'alinéa b) du paragraphe de l'article 1.2.1.1 de la division A du Code est remplacé par le suivant :

b) l'emploi de solution de rechange permettant d'atteindre au moins le niveau minimal de performance exigé par la division B dans les domaines définis par les objectifs et les énoncés fonctionnels attribués aux solutions acceptables pertinentes et approuvées par l'autorité compétente et la Régie, ou, s'il s'agit de bâtiment sur lesquels la Régie n'a pas juridiction, par l'autorité compétente (voir annexe A).

2.3.2. Documents incorporés par renvoi

Le tableau 1.3.1.2 de la division B du code, faisant partie de l'article 1.3.1.2 de la division B du code est modifié conformément au tableau joint comme annexe II à ce règlement pour en faire partie intégrante.

Le tableau A-1.3.1.2 1) de la division B du Code, faisant partie de l'annexe A de la division B du Code, est modifié conformément au tableau joint comme annexe III à ce règlement pour en faire partie intégrante.

2.3.3. Autorisation

Toutes les autorisations données en vertu de ce règlement par l'autorité compétente doivent l'être par écrit.

2.3.4. Attribution

Aux fins de ce règlement, l'autorité compétente :

- 1) a autorité pour décider de toute question découlant de la prévention des incendies;

Municipalité de Morin-Heights

- 2) recommande à la Municipalité pour raison de sécurité publique, la révocation ou la suspension de tout permis lorsque les travaux réalisés ne respectent pas les normes de ce règlement.

2.3.5. Pouvoirs d'inspection

- 1) L'autorité compétente a le droit, sur présentation, sur demande, d'une carte d'identité officielle délivrée par la Municipalité:

- a) de pénétrer, à toute heure raisonnable et suite à un rendez-vous, sur et dans tout immeuble, pour inspecter la construction ou l'occupation des lieux, les installations, les opérations ou toute autre activité, afin de s'assurer que les exigences de ce règlement sont respectées.
- b) de prendre des photographies de ces lieux;
- c) d'exiger tout renseignement et toute explication relatifs à l'application du présent règlement ainsi que la production de tout document s'y rapportant; et
- d) faire des essais de contrôle des appareils de détection, d'alerte, d'extinction ou de secours déclarés pour en vérifier l'efficacité ou demander au propriétaire ou à l'occupant de les faire;

- 2) Toute personne doit permettre à l'autorité compétente d'exercer les pouvoirs prévus au présent règlement, à tout règlement qu'il a la responsabilité d'appliquer ou à toute disposition de la loi sur la sécurité incendie (L.R.Q., chapitre S-3.4) et de la loi sur la sécurité civile (L.R.Q., chapitre S-2.3).

- 3) Quiconque nuit ou tente d'empêcher, s'oppose, refuse l'entrée au bâtiment suite à un rendez-vous, refuse de transmettre des informations ou transmet de fausses informations, retarde volontairement de quelque manière que ce soit à toute inspection ou à la réalisation de l'un des obligations prévues au présent règlement commet une infraction.

- 4) L'autorité compétente peut exiger, lorsqu'elle le juge nécessaire, que le propriétaire ou l'occupant d'un immeuble soumette, à ses frais, un rapport préparé par un professionnel compétent, attestant de la conformité d'une construction, des matériaux, des appareils, des dispositifs, des systèmes et des équipements en lien avec cet immeuble. L'autorité compétente peut requérir du propriétaire ou de l'occupant, le cas échéant, que les travaux de correction soient effectués et qu'un certificat de bon fonctionnement lui soit remis dans les délais impartis par cette dernière.

- 5) L'autorité compétente peut vérifier des plans et devis ou tout autre document similaire qui lui sont présentés, mais elle ne les approuve pas.

2.3.6. Prévention en cas d'urgence

Lorsque l'autorité compétente a raison de croire qu'il existe, dans l'état ou l'utilisation d'un immeuble, d'un équipement, d'un appareil ou d'un système, un danger grave et imminent pour la sécurité du public, elle peut exiger des mesures immédiates appropriées pour éliminer ou confiner ce danger et, à défaut par le propriétaire ou l'occupant de se conformer à ces exigences dans le délai imparti, effectuer elle-même tout travail nécessaire ou ordonner l'évacuation immédiate des personnes qui se trouvent dans un bâtiment ou sur et dans tout immeuble ou en empêcher l'accès aussi longtemps que le danger subsistera.

Municipalité de Morin-Heights

2.3.7. Mesures préventives

Pour faire cesser toute contravention a ce règlement, l'autorité compétente peut ordonner au propriétaire ou à l'occupant d'un immeuble de se conformer au règlement sans délai.

En cas de refus ou de négligence ou si le propriétaire ou l'occupant sont absents ou introuvables, l'autorité compétente peut recourir aux tribunaux compétents pour obliger le respect de ce règlement, en plus des mesures pénales qui peuvent être entreprises contre le contrevenant.

2.3.8. Démolition d'urgence

Le directeur ou le chef aux opérations du Service de sécurité incendie peuvent faire démolir, lorsque jugé nécessaire, tout bâtiment ou tout immeuble lorsque ce bâtiment ou cet immeuble présente un danger grave et imminent pour la sécurité du public ou afin de réduire les risques de propagation d'un incendie.

2.3.9. Mise en garde

Les normes prévues à ce règlement sont destinées à la sécurité des personnes et des biens. Comme il est impossible pour la Municipalité de vérifier partout et en même temps si ce règlement est respecté, il incombe aux citoyens de s'assurer eux-mêmes de la complète conformité de leurs biens en regard de ce règlement. À ce titre, la Municipalité et ses préposés ne peuvent être poursuivis dans le cadre de son application.

2.3.10. Responsabilité

Sauf indication contraire :

- 1) Le propriétaire d'immeuble, ou son mandataire autorisé, est responsable de l'application des normes de ce règlement, sauf celles qui sont sous la responsabilité de l'occupant.
- 2) L'occupant d'immeuble, ou son mandataire autorisé, ainsi que toute personne qui s'y trouve, doit respecter les normes de ce règlement relatives aux activités ou aux usages intérieurs ou extérieurs qui s'y exercent sous leur autorité.

2.3.11. Normes de construction

L'article 344 de la division 1 du code est modifié en ajoutant, à la fin, le paragraphe suivant :

Sous réserve des normes plus contraignantes prévues à la section IV du Code, de l'article 2.5.1.9 de la division B du Code tel qu'ajouté à la section 2.5 de cette division conformément à l'article 2.1.10 de ce règlement et des articles 2.1.2, 2.1.3 et 2.1.13 de ce règlement, tout bâtiment sur lequel la Régie n'a pas juridiction doit être conforme aux normes municipales en vigueur lors de la construction.

2.3.12. Autorisation préalable

Les activités comprenant un évènement spécial ou une activité de brûlage tel que décrit à la section 2.2, une prestation artistique, un spectacle ou une activité semblable utilisant du feu, des flammes ou de la pyrotechnie, ou toute autre activité de même nature sont interdites sans l'émission préalable d'un permis.

Municipalité de Morin-Heights

L'autorité compétente peut autoriser les activités ci haut mentionnées lorsque l'activité rencontre les exigences du présent règlement, les conditions d'obtention d'un permis, lorsque requis, ainsi que toute autre condition qui peut être exigée par l'autorité compétente, nécessaire au déroulement sécuritaire de l'activité.

2.3.13. Sécurité incendie lors d'un évènement spécial

Tout évènement spécial doit faire l'objet d'une demande écrite officielle au moins 15 jours avant la date prévue de l'évènement et elle doit contenir les informations suivantes :

- a) La date et le lieu où l'évènement se déroulera;
- b) Le nom du responsable et ses coordonnées;
- c) Une lettre d'approbation du propriétaire de l'immeuble où se produira l'évènement;
- d) Une description de toutes les installations;
- e) Un plan d'aménagement détaillé comprenant l'emplacement de tous les bâtiments et installations du site, les distances entre celles-ci et une description de leur aménagement et de leurs utilités;
- f) Une description des mesures de sécurité prévues;
- g) Le nombre de participants prévu, excluant les membres du personnel et les bénévoles;
- h) Le nombre de membres du personnel et de bénévoles;
- i) Une preuve d'assurance responsabilité en fonction du type d'évènement;
- j) Une copie de certificat d'ignifugation dans le cas des tentes et des chapiteaux.

PARTIE 3

SECTION 3.1 PROTECTION DES BÂTIMENTS ET DES OCCUPANTS CONTRE L'INCENDIE

3.1.1 Système d'alarme incendie, canalisation d'incendie et gicleurs

L'article 2.1.3.1 de la division B du Code est modifié en ajoutant, après le paragraphe 2), les paragraphes suivants :

- 3) La vérification et la mise à l'essai des réseaux d'alarme incendie doivent être conformes à la norme CAN/ULC-S537-04 Vérification des réseaux d'avertisseurs d'incendie .
- 4) Les résultats détaillés des essais effectués conformément au paragraphe 3) doivent être conservés conformément à l'article 2.2.1.2 de la division C du code.
- 5) Constitue un mauvais fonctionnement une alarme déclenchée sans nécessité ou sans motifs, incluant notamment une alarme déclenchée par un équipement défectueux ou inadéquat, ou en raison de conditions atmosphériques, de vibrations excessives, d'une négligence ou d'une maladresse.
- 6) Dans les bâtiments d'usage commercial et industriel, il est interdit de mettre sous silence ou en arrêt un signal d'alarme du réseau avertisseur incendie sans l'approbation exprès du service des incendies. Le service des incendies doit se rendre sur place afin de déterminer la source du signal d'alarme et assister à l'évacuation.

Municipalité de Morin-Heights

3.1.2. Avertisseurs de fumée et de monoxyde de carbone

L'alinéa 1 b) de l'article 353 de la sous-section II de la section IV de la division I du chapitre VIII est remplacé par le suivant:

b) à l'intérieur de chaque chambre à coucher pour toute nouvelle construction débutant suite à l'adoption du présent règlement;

L'article 2.1.3.3 de la division B du Code est modifié en ajoutant, après le paragraphe 2), les paragraphes suivants :

3) Sous réserve du paragraphe 4) de cet article, l'installation, l'entretien, les réparations ou le remplacement des avertisseurs de fumée et de monoxyde de carbone sont à la charge du propriétaire.

4) L'occupant de tout logement où le propriétaire, si ce dernier habite le logement, doit prendre les mesures pour assurer le bon fonctionnement des avertisseurs de fumée et de monoxyde de carbone situés à l'intérieur du logement qu'il occupe, incluant le remplacement, à ses frais, de la pile, au besoin. Si l'avertisseur de fumée ou de monoxyde de carbone est défectueux, l'occupant doit en aviser le propriétaire sans délai.

5) Sur demande, le propriétaire d'un immeuble servant à des fins d'habitation doit fournir à l'autorité compétente un registre signé par tous les locataires de son immeuble par lequel ceux-ci attestent que leur logement est pourvu d'un avertisseurs fonctionnels.

3.1.3. Systèmes d'extinction spéciaux

L'article 2.1.3.5 de la division B du Code est modifié en ajoutant, après le paragraphe 8), le paragraphe suivant :

9) Un système d'extinction spécial doit être relié au réseau d'avertisseurs d'incendie lorsque présent.

3.1.4. Extincteurs portatifs

Le paragraphe 1) de l'article 2.1.5.14 de la division B du Code est remplacé par le suivant :

1) Des extincteurs portatifs qui satisferont aux exigences prévues aux paragraphes 2) à 4) doivent être installés dans tout bâtiment, sauf à l'intérieur des logements et dans les aires communes qui desservent moins de 5 logements, à condition qu'il ne s'agisse pas d'une garderie, d'une habitation pour personnes âgées ou d'un lieu d'enseignement particulier, d'hébergement, d'activité artisanale ou servant à toute autre activité semblable (voir l'annexe A).

3.1.5. Matières combustibles

3.1.5.1. L'article 2.4.1.1 de la division B du Code est modifié en remplaçant le paragraphe 1) par le suivant :

1) Il est interdit d'accumuler à l'intérieur et autour des bâtiments, des matières combustibles, des broussailles et autres substances qui, en raison de leur quantité ou de leur emplacement, présentent un risque d'incendie anormal (voir l'annexe A).

3.1.5.2. L'article 2.4.1.1 de la division B du Code est également modifié en ajoutant, après le paragraphe 7), les paragraphes suivants :

Municipalité de Morin-Heights

8) Aucun bâtiment ou partie de bâtiment ne doit être surchargé d'objets encombrants pouvant nuire, empêcher ou rendre non sécuritaire l'intervention du Service de sécurité incendie.

9) Il est interdit de placer ou garder dans un bâtiment plus de 2 cordes de bois pour le chauffage.

10) Il est interdit d'entreposer plus de 2 cordes de bois de chauffage contigu à un bâtiment résidentiel. Si plus de 2 cordes doivent être entreposées, il doit y avoir une distance minimale de 5 m entre les cordes de bois de chauffage et le bâtiment résidentiel. Ces cordes de bois doivent être entreposées de façon à ne pas bloquer les sorties du bâtiment ni nuire à l'accès de celui-ci à partir de la rue.

3.1.6. Filtre de sécheuse

L'article 2.4.1.4 de la division B du Code est modifié en ajoutant, après le paragraphe 1), le paragraphe suivant :

2) Les conduits d'évacuation des sécheuses doivent déboucher directement à l'extérieur des bâtiments et être maintenus exempts de toute obstruction.

3.1.7. Feux en plein air

L'article 2.4.5.1 de la division B du Code est remplacé par le suivant :

2.4.5.1 Feux en plein air

- 1) Sauf pour les foyers, les grils ou les barbecues, les feux en plein air sont interdits à moins d'avoir déposé une demande de permis pour un *feu à ciel ouvert* auprès du Service de sécurité incendie de la Municipalité, d'avoir obtenu au préalable un permis de l'autorité compétente et de respecter, en tout temps, l'ensemble des conditions et exigences prévues par ce règlement pour assurer la sécurité des personnes et des biens.
- 2) Tout foyer extérieur doit :
 - a) avoir unâtre d'un volume d'au plus un (1) mètre cube et reposer sur une surface incombustible. Le sable, la terre, la pierre ou tout autre matériau similaire étant reconnu à cet effet;
 - b) à l'exception de la façade, être entièrement cloisonné par des matériaux incombustibles ou des pare-étincelles conformes pour les foyers;
 - c) être équipé d'une cheminée avec un chapeau comportant un pare-étincelles conforme pour une cheminée et elle doit être montée sur la partie supérieure de l'âtre; et
 - d) être installé à au moins 4,5 mètres des bâtiments et des structures qui y sont rattachés, à au 3,0 mètres de la limite séparative du terrain et à au moins 3,0 mètres des arbres, des haies ou de tout autre matériau combustible.
- 3) Il est interdit d'alimenter ou de maintenir un feu avec un accélérateur.
- 4) Seul du bois sec ou des dérivés secs de bois, du charbon de bois, des briquettes, ou tout autre produit conçu et reconnu spécifiquement à des fins de produit de chauffage peuvent être utilisés dans un foyer extérieur.

Municipalité de Morin-Heights

- 5) L'autorité compétente ou l'officier responsable des pompiers peuvent, en tout temps, exiger l'extinction ou procéder eux-mêmes à l'extinction de tout feu en plein air, lorsque les conditions énumérées ci haut ne sont pas respectées ou lorsque, de l'avis de l'autorité compétente ou de l'officier responsable des pompiers, le feu présente un risque pour la sécurité des personnes et des biens.

3.1.8. Feu à ciel ouvert

La section 2.4 de la division B du Code est modifiée par l'ajout, après l'article 2.4.5.1, de l'article suivant :

2.4.5.2 Feu à ciel ouvert

- 1) Seules les activités de brûlage, à des fins autres que commerciale ou industrielle, visant à éliminer des résidus forestiers (branchages, arbres, arbustes, troncs d'arbres, abattis et autres bois naturels) à la suite d'un nettoyage sur un terrain construit ou non sont autorisées.
- 2) Il est spécifiquement interdit de brûler des débris ou des matériaux de construction ou tout produit toxique ainsi que des feuilles d'arbre et des aiguilles de pin.
- 3) Le déboisement d'un terrain n'est pas assimilé à une activité de nettoyage de résidus forestiers.
- 4) Les matières destinées au brûlage doivent être empilées sur l'immeuble même où les activités de nettoyage forestier ont été effectuées en tas d'environ 2 mètres par 2 mètres au maximum et n'excédant pas 1 mètre de hauteur.
- 5) être installé à au moins 4,5 mètres des bâtiments et des structures qui y sont rattachés, à au 3,0 mètres de la limite séparative du terrain et à au moins 3,0 mètres des arbres, des haies ou de tout autre matériau combustible.
- 6) Un seul feu par emplacement est autorisé à la fois.
- 7) Aucun feu ne peut être allumé à l'intérieur de la bande de protection riveraine telle que définie par le règlement de zonage en vigueur sur le territoire de la municipalité.
- 8) Les feux suivants sont permis et ne requièrent pas l'émission d'un permis mais sont assujettis au présent règlement :
 - a) Les feux dans les appareils de cuisson en plein air comme les foyers, barbecues et autres installations prévues à cette fin;
 - b) Les feux dans des contenants en métal comme les barils ou autre avec couvercles pare-étincelles;
 - c) Les feux de camp pour éloigner les moustiques ou égayer un pique-nique ou fête champêtre doivent avoir une superficie maximale de 1 mètre carré et pas plus de ½ mètre de hauteur et devront être entourés de matière incombustible.
- 8) Le directeur du Service de Sécurité Incendie ou son représentant peut émettre un permis spécial de feu qui excède les dimensions prévues au paragraphe 4 pour un événement ou une fête sociale.
- 9) Toute personne qui désire faire un feu en plein air doit au préalable obtenir un permis de brûlage auprès du Directeur du Service de

Municipalité de Morin-Heights

Sécurité Incendie ou son représentant aux heures d'affaires du bureau municipal.

- 10) Les informations suivantes doivent être fournies lors de la demande de permis :
 - a) nom et adresse de la personne responsable du feu;
 - b) une procuration du propriétaire de l'immeuble si ce dernier n'est pas la personne responsable du feu;
 - c) lieu où le feu doit avoir lieu;
 - d) date où le feu doit avoir lieu;
 - e) description des matières à brûler; et
 - f) les mesures prises afin d'assurer le contrôle du feu ainsi que les moyens pour éteindre ce dernier.
- 11) Le Directeur du Service de Sécurité Incendie, inspectera les immeubles non desservis en eau avant l'émission du permis.
- 12) Le responsable doit avoir, en tout temps, des moyens d'extinction compatibles avec la dimension du feu, tel qu'un boyau d'arrosage armé.
- 13) Aucun permis n'est émis dans les cas suivants:
 - a) lorsque le vent excède 25 km/heure;
 - b) lorsqu'une interdiction d'allumer un feu à ciel ouvert a été émise par les autorités compétentes;
 - c) lorsque l'une des conditions stipulées au présent règlement n'est pas respectée; et
 - d) lorsque les équipements nécessaires à l'extinction complète du feu ne sont pas disponibles au site faisant l'objet des activités de brûlage.
- 15) Le permis de feu émis en vertu du présent règlement n'est valide que pour une période de quatre jours maximum à la fois.
- 16) Le fait d'obtenir un permis pour faire un feu ne libère pas celui qui l'a obtenu de ses responsabilités ordinaires dans le cas où des déboursés ou dommages résultent du feu ainsi allumé.
- 17) La personne responsable du feu doit surveiller le feu en tout temps et s'assurer avant de quitter les lieux que ledit feu soit complètement éteint avec de l'eau ou complètement enterré.
- 18) Tous les feux en plein air ayant pour effet de nuire aux immeubles voisins par le dégagement de fumée, de suie, de débris volatiles, d'odeurs et autres substances nuisibles ou toxiques constituent une nuisance et doivent être éteints sans délai suite à l'avis du représentant de la Municipalité.
- 19) Toute personne qui met le feu et qui ne prend pas les mesures nécessaires pour empêcher un feu de s'étendre de son terrain aux terrains avoisinants, commet une infraction en vertu du présent règlement et elle est passible de toutes les peines prévues par la loi.

Municipalité de Morin-Heights

3.1.9. Appareil de combustion à éthanol

L'article 2.4.10.1 de la division B du Code est modifié en ajoutant, après le paragraphe 1), les paragraphes suivants :

- 2) Il est interdit d'installer ou d'utiliser en tout temps à l'intérieur d'un bâtiment un appareil de combustion à éthanol, sauf pour les appareils normalisés (UCL).
- 3) Les appareils de combustion à éthanol doivent être installés et utilisés en conformité selon les directives du fabricant.

3.1.10. Chauffe Terrasse

La section 2.4 de la division B du Code est modifiée par l'ajout, après la sous-section 2.4.13, de la sous-section suivante :

2.4.14 Chauffe Terrasse

- 1) Les chauffe-terrasses et autres appareils de même type doivent être installés et utilisés en conformité selon les directives du fabricant.
- 2) Il est interdit d'utiliser un chauffe-terrasse ou un appareil de même type à l'intérieur d'un bâtiment, d'une tente, d'un chapiteau, d'un abri pour terrasse ayant plus de deux côtés fermés, ou de tout autre type de construction ou d'ouvrage similaire, à moins qu'il soit expressément certifié pour ce type d'utilisation.

3.1.11. Accès du Service de sécurité incendie aux bâtiments

L'article 2.5.1.4 de la division B du Code est modifié en ajoutant, après le paragraphe 2), le paragraphe suivant :

- 3) Les emplacements des raccords pompiers doivent être identifiés par une affiche conforme à l'annexe IV de ce règlement. L'affiche doit être bien visible à partir d'une voie d'accès, et ce, en toutes saisons.

Le paragraphe 2) de l'article 2.5.1.5 de la division B du Code est remplacé par le paragraphe suivant :

- 4) Aucun véhicule ne doit être stationné de façon à bloquer l'accès aux véhicules du service d'incendie ou de façon à réduire la largeur minimale d'une voie d'accès et des affiches conformes à l'annexe V de ce règlement doivent signaler cette interdiction.

La section 2.5 de la division B du Code est modifiée en ajoutant, après l'article 2.5.1.5, les articles suivants :

2.5.1.6 Sur une voie d'accès ou à un endroit réservé aux véhicules d'urgence et indiqué par des affiches installées en vertu de ce règlement:

- 1) d'ériger toute structure, comptoir ou étalage, permanent ou temporaire; ou
- 2) d'obstruer la circulation de quelque façon que ce soit,

2.5.1.7. Tout immeuble doit être identifié au moyen d'un numéro civique installé de façon à être clairement visible de jour et de nuit à partir de la voie de circulation et à une distance maximale de 3 mètres de la ligne de propriété avant.

Municipalité de Morin-Heights

2.5.1.8. Personne ne doit déclencher une fausse alarme ou entraver le travail des pompiers avant, pendant ou après un incendie ou détériorer ou endommager les boyaux ou autres appareils d'incendie.

2.5.1.9. Lorsque la partie souterraine d'un bâtiment est située sous une voie d'accès ou une aire susceptible de recevoir des véhicules lourds tels que des camions de pompier, le propriétaire de l'immeuble doit, sur demande, fournir à l'autorité compétente un certificat signé et scellé par un ingénieur, attestant que la capacité portante de la dalle de la partie souterraine du bâtiment est suffisante pour recevoir des véhicules lourds d'un poids maximum de 75 000 livres et est suffisante pour recevoir une charge de 75 livres par pouce carré.

3.1.12. Cheminées, tuyaux de raccordement et conduits de fumée

Le paragraphe 2) de l'article 2.6.1.4 de la division B du Code est remplacé par le paragraphe suivant:

2) Tout propriétaire est tenu de ramoner, ou de faire ramoner et de nettoyer es cheminées et les conduits de fumée d'un bâtiment au moins une (1) fois par année, si telles cheminées ou conduits de fumée ont été utilisées au cours des douze (12) mois précédents.

Le paragraphe 3) de l'article 2.6.1.4 de la division B du Code est modifié en ajoutant, après l'alinéa b), l'alinéa suivant:

c) Tout propriétaire doit, s'il est avisé par l'autorité compétente que sa cheminée ou ses conduits de fumée constituent un danger potentiel d'incendie, faire exécuter les travaux requis pour leur utilisation sécuritaire ou démontrer que leur utilisation est dorénavant impossible en condamnant le foyer et/ou la cheminée et fournir une preuve à cet effet au directeur avant toute réutilisation de sa cheminée ou ses conduits de fumée

L'article 2.6.1.4 de la division B du Code est modifié en ajoutant, à la fin du paragraphe 2), après les mots (voir l'annexe A), le paragraphe suivant :

Le propriétaire ou l'occupant d'un bâtiment doit fournir à l'autorité compétente, sur demande, une preuve que le ou les ramonages ont été effectués en remettant soit un reçu à cet effet ou soit une attestation écrite que le ramonage a été effectué par lui-même ou par un tiers.

3.1.13. Locaux techniques et chambres d'appareillage électrique

3.1.13.1. Le titre de la sous-section 2.6.3 de la division B du Code est remplacé par le titre suivant :

Locaux techniques et chambres d'appareillage électrique

3.1.13.2. Le paragraphe 2) de l'article 2.6.3.2 de la division B du Code est remplacé par le suivant :

Tous les locaux techniques d'un bâtiment doivent être identifiés clairement à l'aide d'affiches acceptables, sauf à l'intérieur d'un logement.

3.1.13.3. La sous-section suivante est ajoutée à la suite de la sous-section 2.6.3 de la division B du Code :

Municipalité de Morin-Heights

2.6.4 Installations électriques

2.6.4.1. Tous les panneaux électriques doivent être facilement accessibles en tout temps et être conformes aux exigences du chapitre V, Électricité, du *Code de construction* (RLRQ, c. B-1.1, r. 2).

Il doit y avoir un espace utile d'au moins un (1) mètre assurant une position stable autour de l'appareillage électrique tel que tableaux de contrôle, de distribution et de commande et de centre de commande de moteurs dans les boîtiers métalliques. Toutefois un espace utile n'est pas requis derrière les appareils comportant des éléments renouvelables tels que fusibles ou interrupteurs si tous les raccords sont accessibles autrement que par l'arrière.

2.6.4.2. L'utilisation de cordons souples doit être conforme aux exigences du chapitre V, Électricité, du *Code de construction* (RLRQ, c. B-1.1, r. 2).

3.1.14. Sécurité des personnes

L'article 2.7.1.1 de la division B du Code est modifié en ajoutant, après le paragraphe 1), les paragraphes suivants :

- 1) En aucun temps et d'aucune manière, une fenêtre ne pourra être considérée ou agir en remplacement comme issue ou moyen d'évacuation.
- 2) Nonobstant ce qui précède, dans un logement, une porte-fenêtre ayant une largeur libre minimale de 725mm et une hauteur minimale de 1980mm pourra être considérée et est autorisée pour agir en remplacement comme issue ou moyen d'évacuation.

3.1.15. Clés et instruments spéciaux

L'article 2.8.2.5 de la division B du Code est modifié en ajoutant, après le paragraphe 1), les paragraphes suivants :

2) Dans le cas des bâtiments à risque élevé et très élevé déterminés en vertu du schéma de couverture de risques, les clés et instruments spéciaux pour donner accès au bâtiment, aux équipements et systèmes de protection incendie, aux ascenseurs, aux locaux techniques, mécaniques et électriques et autres endroits du bâtiment déterminés en collaboration avec le service d'incendie doivent être installés à l'intérieur d'une boîte à clés de type *Knox Box* approuvée par l'autorité compétente.

3) La boîte à clés mentionnée au paragraphe 2) doit :

- a) être installée dans un endroit déterminé en collaboration avec le service d'incendie;
- b) être de type sécuritaire, en acier et manufacturée à cet effet de type *Knox Box* tel que recommandé par l'autorité compétente;
- c) avoir une serrure compatible avec la clé *Knox* que détient le service d'incendie; et
- d) être installée et entretenue aux frais du propriétaire du bâtiment.

3.1.16. Copie du plan de sécurité incendie

L'article 2.8.2.5 de la division B du Code est modifié en ajoutant, après le paragraphe 3), le paragraphe suivant :

Municipalité de Morin-Heights

4) Dans le cas des bâtiments à risque élevé et très élevé déterminés en vertu du schéma de couverture de risques, lorsqu'un plan de sécurité incendie est exigé en vertu de ce règlement, la copie du plan de sécurité incendie mentionnée aux chapitres 2) et 3) doit être conservée dans une armoire spécialement conçue à cet effet, et elle doit :

a) être installée au mur, facilement accessible par le Service de sécurité incendie;

b) être de type sécuritaire, en acier et manufacturée à cet effet;

c) avoir une serrure compatible avec la clé *Knox* que détient le Service de sécurité incendie; et

d) être installée et entretenue aux frais du propriétaire du bâtiment.

3.1.17. Devoirs du propriétaire

L'article 2.8.4.1 de la division B du Code est modifié en ajoutant, après le paragraphe 2), le paragraphe suivant :

3) Le paragraphe 1) s'applique également aux étages situés en dessous de la partie occupée d'un bâtiment avant la fin de sa construction ou de sa transformation.

SECTION 3.2. PROCÉDÉS ET OPÉRATIONS DANGEREUX

3.2.1. Explosifs

L'article 5.1.1.2 de la division B du Code est modifié en ajoutant, entre (RNCan L.R., (1985), ch. E-17) et (voir annexe A), les mots : de même qu'à la réglementation municipale sur les explosifs.

3.2.2. Tir de pièces pyrotechniques

La section 5.1 de la division B du Code est modifiée par le remplacement de l'article 5.1.1.3 concernant le tir des pièces pyrotechniques par les articles suivants :

5.1.1.3 Feux d'artifice domestiques

1) Cet article s'applique aux pièces pyrotechniques de la classe 7.2.1 prévue à la *Loi sur les explosifs* (L.R.C. 1985, ch. E-17), à l'exception des capsules pour pistolet jouet.

2) Il est interdit d'utiliser des pièces pyrotechniques sans l'obtention préalable d'un permis.

3) Ce permis doit avoir fait l'objet d'une demande adressée par écrit à l'autorité compétente au moins 15 jours avant l'utilisation prévue.

4) La demande de permis doit indiquer:

a) le nom, l'adresse et l'occupation du requérant et de toute personne responsable sur le site;

b) la date, l'heure et le lieu de l'utilisation prévue, ainsi qu'une description du site du feu d'artifice; et

c) la description et la quantité des pièces pyrotechniques à être utilisées;

Municipalité de Morin-Heights

5) La mise à feu doit être effectuée par un artificier certifié qui doit assurer la sécurité des feux d'artifice. Ce dernier doit fournir une preuve à l'effet qu'il détient, pour lui-même ou pour ses mandataires autorisés, une police d'assurance responsabilité d'au moins 1 000 000,00\$ pour dommages causés à autrui par suite de cette utilisation

SECTION 3.3. MATÉRIEL DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

3.3.1. Généralités

La sous-section 6.1.1 de la division B du Code est modifiée en ajoutant, après l'article 6.1.1.4, l'article suivant :

6.1.1.5. Quiconque manipule sans nécessité ou autorisation un appareil de protection incendie est sujet aux pénalités prévues dans ce règlement.

3.3.2. Entretien

L'article 6.1.1.2 de la division B du Code est modifié en ajoutant, après le paragraphe 1), le paragraphe suivant :

2) À moins d'être dûment autorisée par l'autorité compétente, aucune personne ne peut se servir ni manipuler les bornes d'incendie ou tout équipement et accessoire en matière d'incendie qui appartiennent à la Municipalité.

3.3.3. Systèmes de protection contre l'incendie utilisant l'eau

3.3.3.1. Le paragraphe 1) de l'article 6.4.1.1 de la division B du Code est modifié en ajoutant, au début, les mots, sous réserve des paragraphes suivants :

3.3.3.2. L'article 6.4.1.1 de la division B du Code est également modifié en ajoutant, après le paragraphe 1), les paragraphes suivants:

2) La hauteur hors-sol des sorties d'eau de toute borne d'incendie doit être d'au moins 600 mm.

3) La construction de clôtures, le dépôt de neige, la plantation de haies ou toute autre construction, plantation ou présence d'obstacle quelconque à une distance d'au moins 1 mètre de chaque côté, de l'arrière ainsi qu'en façade d'une borne d'incendie est prohibée.

4) L'accès du Service de sécurité incendie à toute borne d'incendie doit être exempt d'obstacle et la borne d'incendie doit en tout temps être visible de la rue, de la voie d'accès ou du chemin privé.

5) Les bornes d'incendie doivent être déneigées aussi souvent que nécessaire afin qu'elles soient visibles et accessibles en tout temps par le service des incendies.

6) Il est interdit de peindre, d'altérer, d'installer ou de faire installer une borne d'incendie décorative, ou destinée à être utilisée à d'autres fins que celle prévue pour le combat incendie dans un rayon de moins de 30 mètres d'une rue publique ou privée.

7) Le propriétaire d'un immeuble sur lequel se trouve une borne d'incendie privée, qui n'appartient pas à la Municipalité, doit :

Municipalité de Morin-Heights

- a) veiller à l'entretien, l'inspection et l'essai de la borne d'incendie afin qu'elle soit fonctionnelle en tout temps;
- b) faire inspecter la borne d'incendie à intervalle d'au plus un an et après chaque utilisation en conformité avec l'article 6.4.1.1 1);
- c) sur demande de l'autorité compétente et à l'intérieur du délai imparti par cette dernière, lui fournir le rapport écrit de toute inspection effectuée conformément à l'article 6.4.1.1 5) b); et
- d) sur demande de l'autorité compétente et à l'intérieur du délai imparti par cette dernière, effectuer une prise de pression statique, dynamique et résiduelle et lui fournir par écrit les résultats de cette prise de pression.

3.3.5. Instruction

Le paragraphe 1) de l'article 6.5.1.3 de la division B du Code est modifié en supprimant, à la fin, les mots: si ces opérations ne sont pas automatiques .

PARTIE 4 INFRACTION, PÉNALITÉS, RECOURS

4.1. Pénalité

Toute personne physique qui enfreint une disposition de ce règlement est passible d'une amende de 200 \$ à 1 000 \$.

Pour une récidive, le montant de l'amende est de 400 \$ à 2 000 \$.

Toute personne morale qui enfreint une disposition de ce règlement est passible d'une amende de 400 \$ à 2 000 \$. Pour une récidive, le montant de l'amende est de 800 \$ à 4 000 \$.

Dans tous les cas, les frais de la poursuite sont en sus.

Les délais pour le paiement des amendes et des frais imposés en vertu du présent article et les conséquences du défaut de payer lesdites amendes et les frais dans les délais prescrits sont établis conformément au Code de procédure pénale du Québec (L.R.Q., c. C-25.1).

4.2. Constat d'infraction

En vertu du *Code de procédure pénale du Québec* (RLRQ, c. C-25.1), le directeur et les officiers du Service de sécurité incendie, ainsi que les policiers du Service de police sont autorisés à délivrer des constats d'infraction pour et au nom de la Municipalité pour toute infraction à ce règlement.

4.3. Cumul des recours

Nonobstant toute poursuite pénale, la Municipalité peut exercer tous les autres recours nécessaires pour faire respecter les dispositions de ce règlement.

PARTIE 5 DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

5.1. Entrée en vigueur

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

Municipalité de Morin-Heights

Tim Watchorn
Maire

Yves Desmarais
Directeur général
Secrétaire-trésorier

177.08.15 RAPPORT DU DIRECTEUR DU SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS

Le Directeur général dépose au conseil qui en accuse réception du rapport mensuel du Directeur du service des Travaux publics pour le mois de juillet 2015 qui inclut le rapport relatif aux réseaux d'aqueducs, la liste de gestion des appels journaliers et la liste des dépenses autorisées durant le mois en vertu de la délégation de compétence, Règlement 351.

178.08.15 CONTRAT – SABLE ABRASIF

Considérant que l'administration a procédé à un appel d'offres et a invité les entreprises suivantes à présenter leur soumission pour la fourniture de sable pour l'hiver 2015-2016;

Lafarge North America Les Entreprises forestières T&W Seale Inc. David Riddell Excavation/Transport Beauval Sable L.G. Location Jean Miller Recyclage Sainte-Adèle

Considérant que la municipalité a reçu des offres des entreprises suivantes:

Soumissionnaires	Prix	Conformité
Lafarge Canada Inc.	75 310 \$	Oui
Les Entreprises forestières T&W Seale	73 005 \$	Oui
Bauval Inc.	98 980 \$	Oui

Considérant que les crédits sont prévus au budget courant;

Il est proposé par monsieur le conseiller Jean Dutil
Et unanimement résolu par tous les conseillers:

Que le conseil octroie le contrat au plus bas soumissionnaire, Les Entreprises forestières T&W Seale au prix avant taxes de 12,78 \$ t.m. pour le sable et 1,20 \$ t.m. pour la mise en réserve, pour un total de 73 005 \$, taxes incluses pour l'ensemble du contrat.

Le paiement sera fait après une évaluation des quantités et selon le prix unitaire soumis au bordereau des prix.

Que la livraison soit faite aux heures régulières du garage et en conformité au règlement relatif aux nuisances.

Que le Directeur général soit autorisé à signer le contrat et faire les paiements selon les conditions du devis.

Municipalité de Morin-Heights

179.08.15 CONTRAT – SEL DE VOIRIE

Considérant que l'administration a procédé à un appel d'offres et a invité les entreprises suivantes à présenter leur soumission pour la fourniture de sel comme fondant:

Sel Cargill Location Jean Miller Inc. Sifto Canada Inc. (Compass mineral) Sel Warwick Inc. Lafarge North America Mines Seleine Inc.
--

Considérant que la municipalité a reçu des offres des entreprises suivantes pour la livraison de 700 tonnes métrique:

Soumissionnaires	Prix (taxes inc.)	Conformité
Sel Warwick	85 260 \$	Oui
Sel du Nord Inc.	86 190 \$	Oui
Technologie de dégivrage Cargill	106 050 \$	Oui
Mines Seleine Inc.	93 165 \$	Oui
Compass minerals	83 445 \$	Oui

Considérant que les crédits sont prévus au budget courant;

Il est proposé par monsieur le conseiller Jean Dutil
Et unanimement résolu par tous les conseillers:

Que le conseil octroi au plus bas soumissionnaire, Compass minerals, le contrat pour la livraison de sel au garage municipal et à la demande, au prix unitaire de 111,26 \$ la tonne métrique pour environ 700 t.m., soit une dépense d'environ 83 445 \$, taxes incluses.

Le paiement sera fait selon les prix soumis au bordereau et les quantités réelles et aux conditions du devis.

180.08.15 RAPPORT MENSUEL DU DIRECTEUR DU SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES PARCS

Le Directeur général dépose au Conseil qui en accuse réception le rapport mensuel préparé par le Directeur du Service de l'environnement et parcs.

181.08.15 PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INSTALLATIONS SPORTIVES ET RÉCRÉATIVES – CHALET BELLEVUE

Considérant que la Municipalité a acquis l'immeuble du 27, Bellevue afin d'améliorer l'offre de service à ses citoyens;

Considérant le dossier préparé par le Directeur général visant la rénovation et adaptation du Chalet Bellevue afin d'accueillir des activités sportives et récréatives;

Considérant que la municipalité demande une aide financière dans le cadre du programme de soutien aux installations sportives et récréatives, phase III;

Il est proposé par monsieur le conseiller Peter MacLaurin
Et unanimement résolu par tous les conseillers :

Municipalité de Morin-Heights

- QUE ce Conseil autorise la présentation du projet de rénovation du Chalet Bellevue au ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche dans le cadre du Programme de soutien aux installations sportives et récréatives – phase III;
- QUE soit confirmé l'engagement de la Municipalité de Morin-Heights à payer sa part des coûts admissibles au projet et à payer les coûts d'exploitation continue de ce dernier;
- QUE la Municipalité désigne son directeur général, monsieur Yves Desmarais comme personne autorisée à agir en son nom et à signer en son nom tous les documents relatifs au projet mentionné ci-dessus.

182.08.15 RAPPORT MENSUEL DU DIRECTEUR

Le Directeur général dépose au Conseil qui en accuse réception le rapport du mois de juillet 2015 du Directeur du Service d'urbanisme.

183.08.15 PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Le Directeur général présente le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme du 14 juillet 2015;

Il est proposé par monsieur le conseiller Jean-Pierre Dorais
Et unanimement résolu par tous les conseillers:

Que ce Conseil accepte le procès-verbal de la réunion du 14 juillet 2015 et fait sienne des recommandations qu'il contient.

184.08.15 DÉROGATION MINEURE – 30, RUE CARVER

- Le président de l'assemblée ouvre l'assemblée de consultation relative à la dérogation mineure à 19h59;
- Le président de l'assemblée invite le Directeur général à lire la proposition et à expliquer la teneur de la dérogation demandée;
- Le président de l'assemblée invite les personnes intéressées qui ont été dûment convoquées à cette assemblée par avis public daté du 21 juillet 2015 à intervenir dans ce dossier;

Considérant qu'une demande de dérogation mineure au règlement de zonage 416 visant la réduction de la marge de recul avant afin de légaliser l'implantation du bâtiment principal a été déposée et présentée;

Attendu que les membres du CCU ont étudié la demande et recommande au Conseil d'approuver la dérogation demandée;

Attendu qu'un avis public a été publié conformément à la loi;

Il est proposé par monsieur le conseiller Jean Dutil
Et unanimement résolu par les conseillers présents:

Municipalité de Morin-Heights

Que ce Conseil approuve la dérogation, soit de réduire la marge de recul avant de 7,5 mètres à 4,2 mètres pour le bâtiment principal situé sur le lot 3 737 036 au 30, rue Carver et augmenter l'empiètement d'une galerie couverte dans la marge de recul avant de 1,5 mètre à 4,4 mètres, le tout tel qu'indiqué au certificat de localisation de l'arpenteur-géomètre Richard Barry, minutes 6431.

185.08.15 DÉROGATION MINEURE – 780, VILLAGE

- Le président de l'assemblée ouvre l'assemblée de consultation relative à la dérogation mineure à 20h03;
- Le président de l'assemblée invite le Directeur général à lire la proposition et à expliquer la teneur de la dérogation demandée;
- Le président de l'assemblée invite les personnes intéressées qui ont été dûment convoquées à cette assemblée par avis public daté du 21 juillet 2015 à intervenir dans ce dossier;

Considérant qu'une demande de dérogation mineure au règlement de zonage 416 visant la réduction des marges de recul latérales afin de légaliser l'implantation du bâtiment principal a été déposée et présentée;

Attendu que les membres du CCU ont étudié la demande et recommande au Conseil d'approuver la dérogation demandée;

Attendu qu'un avis public a été publié conformément à la loi;

Il est proposé par monsieur le conseiller Jean-Pierre Dorais
Et unanimement résolu par les conseillers présents:

Que ce Conseil approuve la dérogation, soit de réduire la marge de recul latérale ouest de 4,50 mètres à 4,30 mètres, la marge de recul latérale est de 4,50 mètres à 2,90 mètres et augmenter l'empiètement d'une galerie dans la marge de recul latérale de 1,5 mètres à 3 mètres, du bâtiment principal situé sur le lot 3 735 652 au 780, chemin du Village, le tout tel qu'indiqué au certificat de localisation préparé par l'arpenteur-géomètre Richard Barry, minutes 6425.

186.08.15 PIIA – 647, CHEMIN DU VILLAGE

Considérant que cette propriété du 647, chemin du Village, située dans la zone 48 est soumise à l'approbation d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que la proposition déposée et présentée par le propriétaire afin de procéder à des rénovations de l'école primaire, incluant l'ajout d'un ascenseur rencontre les objectifs et les critères du règlement 420 sur le PIIA;

Considérant que le comité consultatif d'urbanisme a étudié la proposition et recommande au conseil d'approuver la proposition;

Il est proposé par madame la conseillère Leigh MacLeod
Et unanimement résolu par les conseillers présents:

Municipalité de Morin-Heights

Que ce Conseil autorise l'émission du permis de construction de l'agrandissement pour la propriété située au 647, chemin du Village sur le lot 3 737 025, École Primaire de Morin-Heights selon les plans préparés par M. Jocelyn Thomas Laporte de la firme Arcand, Laporte, Klimpt, architectes, dossier 1458, version du 07.07.15.

187.08.15 MANDAT – 201, RUE PERRY

Considérant que le bâtiment situé au 201, rue Perry est abandonné et présente des signes avancés de décrépitudes;

Considérant que toutes les portes et fenêtres ont été enfoncés laissant un accès illimités à l'intérieur du bâtiment;

Considérant que l'immeuble présente un risque pour la santé et la sécurité;

Considérant que la municipalité a, par mise en demeure du 24 juillet, demandé au propriétaire de barricader et de sécuriser les lieux qui est demeuré sans réponse;

Il est proposé par monsieur le conseiller Claude P. Lemire
Et unanimement résolu par tous les conseillers :

Que ce conseil autorise le Directeur général à faire toute chose dans ce dossier afin de faire sécuriser les lieux et autorise le cas échéant, qu'un mandat soit donné au bureau d'avocats Prévost, Fortin D'Aoust d'entreprendre des poursuites en vertu de la réglementation pouvant aller à la démolition du bâtiment.

188.08.15 OCCUPATION DE SERVITUDE – 37, RUE DES ELFES

Considérant que la municipalité a reçu une demande de modification de servitude sur le lot 4 222 857, au 37, rue des Elfes;

Considérant que le promoteur ayant initié la servitude et propriétaire du lot contiguë ne s'oppose pas à cette modification;

Considérant que l'ensemble des coûts de modifications sont à la charge du demandeur;

Il est proposé par madame la conseillère Leigh MacLeod
Et unanimement résolu par tous les conseillers :

Que ce Conseil approuve la modification qui porte la largeur de la servitude à 6 pieds au lieu des 10 pieds originalement réservés.

Que le Maire et le Directeur général soient autorisés à signer pour et au nom de la municipalité.

189.08.15 RAPPORT MENSUEL DE LA DIRECTRICE DU SERVICE DES LOISIRS

Le Directeur général dépose au Conseil qui en accuse réception le rapport mensuel de la Directrice du Service des loisirs ainsi que de la liste des dépenses autorisées durant le mois de juillet 2015 en vertu de la délégation de compétence, Règlement 351.

Municipalité de Morin-Heights

190.08.15 PIQM – VOLET 5.1 27, RUE BELLEVUE

Considérant que la Municipalité a acquis l'immeuble du 27, Bellevue afin d'améliorer l'offre de service à ses citoyens;

Considérant le dossier préparé par le Directeur général visant la rénovation et adaptation du 27, rue Bellevue afin d'accueillir les activités communautaires;

Considérant que la réalisation du projet est tributaire de l'aide financière demandée dans le cadre du volet 5.1 du Programme de réfection et construction d'infrastructures à vocation municipale et communautaire;

Il est proposé par monsieur le conseiller Jean Dutil
Et unanimement résolu par tous les conseillers :

QUE ce Conseil autorise la présentation du projet de rénovation du bâtiment sis au 27, rue Bellevue au ministère des affaires municipales et de l'occupation du territoire dans le cadre du Volet 5.1 du programme d'infrastructure à vocation municipale et communautaire.

QUE soit confirmé l'engagement de la Municipalité de Morin-Heights à payer sa part des coûts admissibles au projet et à payer les coûts d'exploitation continue de ce dernier.

QUE la Municipalité désigne son Directeur général, monsieur Yves Desmarais comme personne autorisée à agir en son nom et à signer en son nom tous les documents relatifs au projet mentionné ci-dessus.

PÉRIODE DE QUESTIONS

Le Conseil répond aux questions du public.

191.08.15 LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

Il est proposé par monsieur le conseiller Claude Philippe Lemire que cette session soit levée à 20h16.

J'ai approuvé toutes et chacune des résolutions contenues à ce procès-verbal

Timothy Watchorn
Maire

Yves Desmarais
Directeur général /
Secrétaire-trésorier

Sept personnes ont assisté à l'assemblée.